

Coface alerte sur les risques de bulles de crédit en Asie

Les économies émergentes risquent la surchauffe. Si les politiques monétaires expansionnistes mises en place depuis 2008-2009 devraient produire leurs effets avec une accélération de la croissance anticipée cette année à 7 % en Asie émergente, à 8,5 % en Chine et à 6 % en Inde, les économistes de Coface ont pointé du doigt les risques d'émergence de bulles de crédit, notamment dans les pays asiatiques, dans leur dernière étude consacrée au risque pays.

Or, selon un rapport du FMI, une situation de bulle de crédit sur trois se transforme en crise dans un délai de trois ans. « *Le crédit bancaire a été très dynamique dans les pays émergents, au point de former de véritables bulles sur les marchés du crédit aux entreprises et aux ménages* », explique Yves Zlotowski, chef économiste chez Coface.

Selon un indice croisant le niveau de stock de crédits dans les pays émergents et leur rythme de croissance, Coface voit ainsi la Malaisie, la Thaïlande, mais également la Corée du Sud, la Chine et Taïwan comme étant les économies les plus exposées à ce risque. Ces pays dépassent en effet le seuil d'alerte d'un poids du volume total de crédit au secteur privé dans le PIB de 100 %. Niveau au-delà duquel le FMI estime que la corrélation entre développement financier et volatilité de la croissance du PIB devient négative.

En cause : des taux d'intérêt réels qui sont restés proches de zéro, voire négatifs, lors de l'accélération de l'activité durant les années 2010 et 2011, et qui sont depuis restés très faibles, autour de 0,5 % en moyenne dans les 25 pays émergents analysés. « Les lacunes en matière de règles prudentielles de l'activité bancaire et les politiques visant à favoriser le développement du système financier ont aussi joué un rôle dans l'expansion récente du crédit », ajoute l'assureur-crédit français.

Dans le cas de la Chine, les prêts accordés par les institutions financières passeraient de 40.000 milliards de yuans en 2009 à 72.400 milliards (9.000 milliards d'euros) en 2013 selon la société de recherche Dragonomics.

De quoi provoquer une explosion du poids de l'endettement privé, estimé entre 100 % et 200 % du PIB, auquel s'ajoute celui des collectivités locales, estimé autour de 25 % du PIB, alors que celui de l'Etat s'est réduit à environ 20 % du PIB, contre 33 % en 2010. Un risque tempéré par la faible ouverture de la Chine aux comptes de capitaux étrangers.

Le « [panorama risques pays](#) » est dans notre base « [Ressources](#) », rubrique [Divers](#), [France](#), [Documents](#), [dossiers](#), [études et analyses](#), Coface.